

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre de 2018 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2017, nos états financiers consolidés audités annuels de 2017 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement.

Le 1^{er} janvier 2018, nous avons adopté de nouvelles normes comptables, qui sont présentées à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » du présent rapport de gestion. L'adoption de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (l'« IFRS 15 ») a eu une incidence importante sur les résultats que nous avons présentés pour notre secteur Sans-fil.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2017.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire, et n'ont pas été audités. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 18 juillet 2018 et a été approuvé à cette date par le comité d'audit et de risque du conseil d'administration de RCI (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « deuxième trimestre » désignent la période de trois mois close le 30 juin 2018, l'expression « premier trimestre » désigne celle close le 31 mars 2018, et les expressions « semestre », « semestre considéré » et « semestre à l'étude » s'entendent de la période de six mois close le 30 juin 2018, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2017 ou au 31 décembre 2017, selon le cas.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats d'exploitation selon trois secteurs. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de magasinage multiplateforme, de médias numériques et d'édition.

Les secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, nous avons redéfini nos secteurs à présenter en raison de l'évolution de la technologie et des recoupements de plus en plus grands entre les différentes gammes de produits de nos anciens secteurs Cable et Solutions d'Affaires, ainsi que de notre façon d'affecter les ressources entre nos différents secteurs et de la gestion générale de nos secteurs. Les résultats de nos anciens secteurs Cable et Solutions d'Affaires et du Système de domotique Rogers sont présentés ensemble, au sein d'un secteur Cable redéfini. Les résultats financiers se rapportant au Système de domotique Rogers étaient auparavant présentés parmi les éléments relevant du siège social et les éliminations intersociétés. Nous avons modifié de manière rétrospective les résultats sectoriels correspondants de 2017 afin de refléter la nouvelle définition du secteur.

De plus, toujours depuis le 1^{er} janvier 2018, nous avons commencé à utiliser le BAIIA ajusté comme indicateur clé du résultat net aux fins de l'évaluation de la performance de chaque secteur et de la prise des décisions relatives à l'affectation des ressources. Cette mesure a remplacé l'ancienne mesure non conforme aux PCGR qu'était le résultat d'exploitation ajusté. Nous estimons que le BAIIA ajusté reflète avec plus d'exactitude la rentabilité des secteurs et de l'entreprise consolidée. La différence entre le résultat d'exploitation ajusté et le BAIIA ajusté est que ce dernier inclut la charge de rémunération fondée sur des actions. Le recours à cette mesure a modifié notre définition des flux de trésorerie disponibles. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Tables des matières

Faits saillants financiers	4	Engagements et obligations contractuelles	28
Faits saillants stratégiques	5	Évolution de la réglementation	28
Sommaire des résultats financiers consolidés	6	Mise à jour sur les risques et les incertitudes	29
Résultats de nos secteurs à présenter	7	Estimations et méthodes comptables critiques	30
Revue de la performance consolidée	13	Objectifs financiers	35
Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	16	Indicateurs clés de performance	36
Survol de l'état de la situation financière	21	Mesures non conformes aux PCGR	38
Situation financière	22	Autres renseignements	43
Gestion des risques financiers	24	À propos des énoncés prospectifs	45

Faits saillants financiers

Hausse des produits

Le total des produits a augmenté de 4 % pour le trimestre à l'étude, surtout grâce à la croissance de 5 % des produits tirés des services de Sans-fil. La croissance du secteur Sans-fil est attribuable à notre approche équilibrée qui consiste à poursuivre la monétisation de la demande grandissante à l'égard des données ainsi qu'à attirer un ensemble souhaitable d'abonnés vers nos marques. Les produits tirés du matériel de Sans-fil se sont accrus de 14 % sous l'effet de l'activation d'un plus grand nombre d'appareils par suite de l'ajout brut de 389 000 abonnés aux services facturés, le niveau le plus élevé atteint pour un deuxième trimestre, et d'un taux d'attrition de 1,01 % de ces services, soit le taux le plus bas enregistré à ce chapitre depuis neuf ans.

Les produits de Cable ont augmenté de 2 % pour le trimestre considéré grâce à la croissance de 10 % des produits tirés des services d'accès Internet, qui a continué de stimuler les résultats du secteur, et à notre capacité d'offrir notre service Internet Gigabit Élan à l'ensemble du territoire de desserte de Cable, ce qui demeure notre principal facteur de différenciation par rapport à la concurrence. Au cours du trimestre à l'étude, nous avons enregistré des ajouts nets de 23 000 abonnés aux services d'accès Internet, soit les ajouts nets les plus élevés inscrits pour un deuxième trimestre depuis 2005. De plus, la demande de vitesse ne cesse de croître, et 58 % de nos abonnés résidentiels aux services d'accès Internet bénéficient de vitesses de 100 Mb/s ou plus, contre 51 % à la fin de juin 2017.

Les produits de Media ont reculé de 5 % pour le trimestre à l'étude en raison de la baisse des produits provenant des Blue Jays de Toronto.

Hausse du BAIIA ajusté et des marges

Le BAIIA ajusté s'est accru de 8 % pour le trimestre à l'étude, soit une hausse de 160 points de base de la marge attribuable surtout à la progression de 12 % du BAIIA ajusté de Sans-fil combinée à la solide croissance des produits de ce secteur et à la progression constante de notre objectif de réduction des coûts. Ces facteurs ont valu au secteur Sans-fil une expansion de la marge de 240 points de base.

Le BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 2 % pour le trimestre considéré, essentiellement grâce à la migration constante de la composition des produits au profit des services d'accès Internet à marge supérieure et à diverses mesures de réduction des coûts, facteurs qui ont été contrebalancés par la hausse considérable du nombre d'abonnés qui ont activé leur service et les investissements consacrés au personnel de première ligne. Par conséquent, la marge s'est établie à 46,6 % pour le trimestre considéré, ce qui cadre avec celle de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du secteur Media a augmenté de 2 % pour le trimestre considéré, sous l'effet de la baisse des charges opérationnelles découlant des améliorations que nous avons apportées à notre structure de coûts dans toutes les divisions, ce qui a donné une marge de 9,9 %, en hausse de 60 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Hausse du bénéfice net et du résultat net ajusté

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont tous deux progressé pour le trimestre à l'étude grâce à la hausse du BAIIA ajusté, en partie annulée par l'augmentation de l'impôt sur le résultat connexe. La croissance du bénéfice net a été moindre, car le bénéfice net de 2017 comprenait un profit sur la sortie de certains actifs immobiliers.

Souplesse financière et évolution du réseau portées par de substantiels flux de trésorerie

Nous avons continué de dégager de substantiels flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, soit 1 048 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, et des flux de trésorerie disponibles de 562 millions de dollars. Les flux de trésorerie disponibles ont diminué par suite de l'augmentation prévue des dépenses d'investissement par rapport à l'an dernier, facteur en partie annulé par la hausse de BAIIA ajusté et la baisse de l'impôt sur le résultat en trésorerie. Les dépenses d'investissement de l'exercice précédent comprenaient une somme de 74 millions de dollars liée au produit de la vente de certains actifs immobiliers.

Nos solides résultats financiers nous ont permis de continuer à investir dans notre réseau et à renforcer notre bilan et nos liquidités tout en procurant des dividendes considérables à nos actionnaires. Nous avons en effet versé des dividendes de 247 millions de dollars au cours du trimestre considéré. À la fin du deuxième trimestre, notre ratio d'endettement s'établissait à 2,6, contre 2,7 à la fin de 2017.

Faits saillants stratégiques

Nos six priorités guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons au moment opportun pour faire croître nos principales activités et procurer une valeur supérieure à nos actionnaires. Les points importants de chaque priorité sont présentés ci-dessous.

Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier

- Notre taux d'attrition des services facturés s'est établi à 1,01 %, soit le taux le plus bas des neuf dernières années.
- Nous avons réduit le nombre d'appels des clients et augmenté l'adoption de nos services numériques.
- Nous avons poursuivi la modernisation de nos magasins de détail afin d'améliorer l'expérience client.

Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité

- Nous avons conclu des ententes stratégiques visant la prise en charge de la technologie 5G et le déploiement de petites cellules au moment et à l'endroit que nous voulons.
- En collaboration avec Ericsson, le partenaire nord-américain de référence en matière de technologie 5G, nous avons procédé à la densification de notre réseau au moyen de macrocellules et de petites cellules.
- Nous avons poursuivi la mise à niveau de notre réseau 4.5G en y intégrant la plus récente technologie prête pour la 5G.

Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent

- Nous avons continué le pré-lancement de notre service Télé Élan auprès des clients de notre territoire de desserte de l'Ontario.
- Nous avons lancé un réseau de diffusion pour tout le contenu des balados de Rogers Media, dont une série originale vedette appelée *The Big Story*.
- Nous avons attiré un auditoire de 24,6 millions de spectateurs avec les séries éliminatoires de la Coupe Stanley de 2018, dont la finale a obtenu la plus grosse cote d'écoute depuis 2014.

Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons

- Le total des produits a augmenté de 4 %, en raison essentiellement de la croissance de 5 % des produits tirés des services de Sans-fil.
- Le BAIIA ajusté s'est accru de 8 % grâce à une expansion des marges de 160 points de base.
- Nous avons dégagé des flux de trésorerie disponibles de 562 millions de dollars et clôturé le deuxième trimestre avec un ratio d'endettement de 2,6, comparativement à 2,7 à la fin de 2017.

Développer le potentiel de nos employés et créer une culture de rendement élevé

- Selon notre sondage annuel, la cote globale de motivation des employés s'est établie à 82 %, soit 2 points de plus que la norme pour le « meilleur de sa catégorie ».
- Rogers a été nommée l'un des employeurs les plus écologiques en 2018.

Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays

- Nous avons souligné le cinquième anniversaire de notre programme « Branché sur le succès » en concluant un partenariat avec un 250^e fournisseur de logements.
- Nous avons remis plus de 300 bourses dans nos collectivités et à nos employés au moyen de la Bourse d'études Ted Rogers.
- Nous avons organisé pour la toute première fois des journées de bénévolat au cours desquelles les membres de nos équipes ont consacré bénévolement plus de 10 000 heures à plus de 50 organismes de bienfaisance.

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017 (chiffres retraits) ¹	Variation en %	2018	2017 (chiffres retraits) ¹	Variation en %
Produits						
Sans-fil	2 214	2 076	7	4 405	4 078	8
Cable ²	991	976	2	1 960	1 936	1
Media	608	637	(5)	1 140	1 111	3
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés ²	(57)	(69)	(17)	(116)	(133)	(13)
Produits	3 756	3 620	4	7 389	6 992	6
Total des produits tirés des services ³	3 300	3 221	2	6 427	6 190	4
BAIIA ajusté ⁴						
Sans-fil	1 029	915	12	1 963	1 744	13
Cable ²	462	455	2	895	871	3
Media	60	59	2	83	29	186
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés ²	(47)	(40)	18	(99)	(81)	22
BAIIA ajusté	1 504	1 389	8	2 842	2 563	11
Marge du BAIIA ajusté ⁴	40,0 %	38,4 %	1,6 pt	38,5 %	36,7 %	1,8 pt
Bénéfice net	538	528	2	963	838	15
Bénéfice de base par action	1,04 \$	1,03 \$	1	1,87 \$	1,63 \$	15
Bénéfice dilué par action	1,04 \$	1,02 \$	2	1,86 \$	1,62 \$	15
Résultat net ajusté ⁴	554	496	12	1 031	826	25
Résultat par action de base ajusté ⁴	1,08 \$	0,96 \$	13	2,00 \$	1,60 \$	25
Résultat par action dilué ajusté ⁴	1,07 \$	0,96 \$	11	1,99 \$	1,60 \$	24
Dépenses d'investissement	657	451	46	1 262	937	35
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 048	823	27	1 933	1 419	36
Flux de trésorerie disponibles ⁴	562	607	(7)	946	932	2

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Ces chiffres ont été modifiés de manière rétrospective par suite du remaniement de nos secteurs à présenter. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Secteurs à présenter ».

³ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

⁴ Le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	1 761	1 680	5	3 448	3 284	5
Produits tirés du matériel	453	396	14	957	794	21
Produits	2 214	2 076	7	4 405	4 078	8
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	488	451	8	1 049	898	17
Autres charges opérationnelles ²	697	710	(2)	1 393	1 436	(3)
Charges opérationnelles	1 185	1 161	2	2 442	2 334	5
BAIIA ajusté	1 029	915	12	1 963	1 744	13
Marge du BAIIA ajusté	46,5 %	44,1 %	2,4 pts	44,6 %	42,8 %	1,8 pt
Dépenses d'investissement	240	158	52	500	318	57

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Les autres charges opérationnelles de 2017 ont été modifiées de manière rétrospective pour que la rémunération fondée sur des actions y soit incluse. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Secteurs à présenter » et « Mesures non conformes aux PCGR ».

Résultats d'abonnements de Sans-fil¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017	Variation	2018	2017	Variation
Services facturés						
Ajouts bruts d'abonnés	389	366	23	766	709	57
Ajouts nets d'abonnés	122	93	29	217	153	64
Total des abonnés aux services facturés ²	8 921	8 710	211	8 921	8 710	211
Attrition (mensuelle)	1,01 %	1,05 %	(0,04) pt	1,04 %	1,08 %	(0,04) pt
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	191	213	(22)	354	363	(9)
(Réductions nettes) ajouts nets d'abonnés	(13)	14	(27)	(73)	(28)	(45)
Total des abonnés aux services prépayés ²	1 705	1 689	16	1 705	1 689	16
Attrition (mensuelle)	3,98 %	3,96 %	0,02 pt	4,11 %	3,85 %	0,26 pt
MFMPA mixte (mensuel)	64,80 \$	62,13 \$	2,67 \$	63,74 \$	61,04 \$	2,70
PMPA mixtes (mensuels) ³	55,60 \$	54,21 \$	1,39 \$	54,64 \$	53,11 \$	1,53 \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Depuis le 1^{er} janvier 2018, dans le cadre de notre passage à l'IFRS 15, nous avons commencé à présenter le MFMPA mixte en tant que nouvel indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Les PMPA mixtes ont été retraités pour 2017 selon des méthodes de comptabilisation des produits conformes à l'IFRS 15.

Produits tirés des services

La hausse de 5 % des produits tirés des services du trimestre et du semestre considérés est attribuable aux facteurs suivants :

- l'accroissement de 3 % des PMPA mixtes pour le trimestre et le semestre à l'étude, par suite essentiellement de l'adoption accrue de forfaits à tarifs plus élevés de nos diverses marques;
- un nombre d'abonnés accru aux services facturés et aux services prépayés.

L'augmentation de 4 % du MFMPA mixte du trimestre et du semestre à l'étude est attribuable à la croissance des produits tirés des services mentionnée plus haut.

Nous croyons que la hausse des ajouts bruts et nets d'abonnés aux services facturés et le taux d'attrition moindre pour le trimestre et le semestre considérés découlent de notre stratégie visant la bonification de l'expérience client grâce à l'amélioration de notre service à la clientèle et à la qualité toujours supérieure de notre réseau.

Produits tirés du matériel

La hausse de 14 % et de 21 % des produits tirés du matériel pour le trimestre et le semestre considérés, respectivement, découle des éléments suivants :

- l'augmentation du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants;
- l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés.

Charges opérationnelles

Coût du matériel

La hausse de 8 % du coût du matériel pour le trimestre considéré et celle de 17 % pour le semestre à l'étude s'expliquent par les facteurs suivants :

- l'augmentation du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants;
- l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés.

Autres charges opérationnelles

Les autres charges opérationnelles ont baissé de 2 % pour le trimestre à l'étude et de 3 % pour le semestre, ce qui s'explique par diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité.

BAIIA ajusté

L'augmentation de 12 % et de 13 % du BAIIA ajusté pour le trimestre et le semestre considérés, respectivement, s'explique par les solides retombées de la hausse des produits tirés des services susmentionnée.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
Produits						
Services d'accès Internet	538	490	10	1 044	964	8
Services de télévision	357	377	(5)	722	752	(4)
Services de téléphonie	93	106	(12)	189	212	(11)
Produits tirés des services	988	973	2	1 955	1 928	1
Produits tirés du matériel	3	3	–	5	8	(38)
Produits	991	976	2	1 960	1 936	1
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	4	6	(33)	9	10	(10)
Autres charges opérationnelles ²	525	515	2	1 056	1 055	–
Charges opérationnelles	529	521	2	1 065	1 065	–
BAIIA ajusté	462	455	2	895	871	3
Marge du BAIIA ajusté	46,6 %	46,6 %	– pt	45,7 %	45,0 %	0,7 pt
Dépenses d'investissement	352	285	24	649	551	18

¹ Depuis le 1^{er} janvier 2018 et de manière rétrospective, nous avons redéfini nos secteurs à présenter et les résultats financiers s'y rapportant. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Secteurs à présenter ».

² Les autres charges opérationnelles de 2017 ont été modifiées de manière rétrospective pour que la rémunération fondée sur des actions y soit incluse. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Secteurs à présenter » et « Mesures non conformes aux PCGR ».

Résultats d'abonnements de Cable¹

(en milliers)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017 (chiffres retraités)	Variation	2018	2017 (chiffres retraités)	Variation
Services d'accès Internet ²						
Ajouts nets d'abonnés	23	13	10	49	46	3
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ³	2 370	2 272	98	2 370	2 272	98
Services de télévision						
Réductions nettes d'abonnés	(9)	(25)	16	(21)	(49)	28
Nombre total d'abonnés aux services de télévision ³	1 719	1 771	(52)	1 719	1 771	(52)
Services de téléphonie						
Ajouts nets d'abonnés	3	2	1	12	4	8
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie ³	1 120	1 098	22	1 120	1 098	22
Foyers branchés ³	4 344	4 269	75	4 344	4 269	75
Nombre total d'abonnés ⁴						
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	17	(10)	27	40	1	39
Nombre total d'abonnés ³	5 209	5 141	68	5 209	5 141	68

¹ Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Depuis le 1^{er} janvier 2018 et de manière rétrospective, les résultats portant sur le nombre d'abonnés à nos services d'accès Internet comprennent les abonnés au Système de domotique Rogers.

³ À la clôture de la période.

⁴ Comprend les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

Produits

L'augmentation de 2 % des produits pour le trimestre considéré et celle de 1 % pour le semestre considéré s'expliquent par :

- la migration des clients des services d'accès Internet vers la gamme offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- les changements apportés à la tarification des services;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- facteurs en partie contrebalancés par les réductions d'abonnés aux services de télévision.

Produits tirés des services d'accès Internet

Les produits tirés des services d'accès Internet ont augmenté de 10 % pour le trimestre considéré et de 8 % pour le semestre considéré. Ces augmentations sont attribuables aux facteurs suivants :

- une migration générale des clients vers des services d'accès Internet offrant des vitesses et des capacités supérieures, 58 % de notre clientèle résidentielle abonnée aux services d'accès Internet bénéficiant d'un forfait de 100 mégabits par seconde ou plus (51 % au 30 juin 2017);
- l'incidence des modifications de tarifs pour les services d'accès Internet;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- facteurs en partie contrebalancés par les prix promotionnels offerts aux abonnés.

Produits tirés des services de télévision

La baisse de 5 % des produits tirés des services de télévision au cours du trimestre considéré et celle de 4 % pour le semestre à l'étude s'expliquent par :

- la réduction du nombre d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent;
- facteur en partie compensé par les changements apportés à la tarification des services de télévision, déduction faite de l'offre de prix promotionnels aux abonnés.

Produits tirés des services de téléphonie

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 12 % au cours du trimestre à l'étude et de 11 % pour le semestre considéré, en raison des prix promotionnels offerts aux abonnés.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré, en raison de la hausse des coûts liés à l'accroissement des produits et à l'activité plus élevée des abonnés mentionnée plus haut et des investissements consacrés au personnel de première ligne. Les charges opérationnelles du semestre considéré ont été semblables à celles de 2017.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a augmenté de 2 % pour le trimestre considéré et de 3 % pour le semestre à l'étude en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017	Variation en %	2018	2017	Variation en %
Produits	608	637	(5)	1 140	1 111	3
Charges opérationnelles ¹	548	578	(5)	1 057	1 082	(2)
BAIIA ajusté	60	59	2	83	29	186
Marge du BAIIA ajusté	9,9 %	9,3 %	0,6 pt	7,3 %	2,6 %	4,7 pts
Dépenses d'investissement	14	13	8	29	26	12

¹ Les charges opérationnelles de 2017 ont été modifiées de manière rétrospective afin que la rémunération fondée sur des actions y soit incluse. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Secteurs à présenter » et « Mesures non conformes aux PCGR ».

Produits

Les produits ont fléchi de 5 % pour le trimestre considéré en raison des facteurs suivants :

- la baisse des produits provenant des Blue Jays de Toronto;
- la diminution des produits tirés de la publicité;
- facteurs en partie compensés par la hausse des produits tirés des abonnements à Sportsnet et des autres produits tirés des abonnements au réseau.

En revanche, les produits du semestre à l'étude ont augmenté de 3 % grâce à une distribution plus élevée versée aux Blue Jays de Toronto par la ligue majeure de baseball au premier trimestre.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 5 % pour le trimestre à l'étude et de 2 % pour le semestre considéré, ce qui est attribuable à diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité mises en application dans toutes les divisions.

BAIIA ajusté

La progression du BAIIA ajusté, de 2 % pour le trimestre à l'étude et de 186 % pour le semestre considéré, est le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
Dépenses d'investissement ²						
Sans-fil	240	158	52	500	318	57
Cable	352	285	24	649	551	18
Media	14	13	8	29	26	12
Siège social	51	69	(26)	99	116	(15)
Dépenses d'investissement avant le produit de la sortie	657	525	25	1 277	1 011	26
Produit de la sortie	–	(74)	n. s.	(15)	(74)	(80)
Dépenses d'investissement ²	657	451	46	1 262	937	35
Intensité du capital ³	17,5 %	12,5 %	5,0 pts	17,1 %	13,4 %	3,7 pts

n. s. - non significatif

¹ Depuis le 1^{er} janvier 2018 et de manière rétrospective, nous avons redéfini nos secteurs à présenter et les résultats financiers s'y rapportant. Par conséquent, certains chiffres ont été retraités à des fins de comparaison. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Secteurs à présenter ».

² Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre.

³ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Sans-fil

L'augmentation des dépenses d'investissement de Sans-fil pour le trimestre et le semestre à l'étude découle des investissements consacrés à la mise à niveau de notre réseau sans fil pour que nous puissions continuer d'offrir à nos clients une performance fiable. Nous avons continué d'étendre notre réseau LTE grâce à des investissements dans la technologie 4.5G qui est aussi prête pour la 5G.

Cable

L'augmentation des dépenses d'investissement de Cable pour le trimestre et le semestre considérés découle des investissements plus importants que nous avons consacrés au matériel installé chez l'abonné et à notre réseau par câble en vue du service Télé Élan qui sera bientôt lancé et de l'amélioration de la qualité de notre réseau. Nous avons poursuivi la mise à niveau de notre infrastructure hybride fibre optique-câble coaxial au moyen du déploiement additionnel de fibre optique et d'améliorations apportées à la technologie DOCSIS. Ce déploiement et ces améliorations viendront réduire le nombre de foyers branchés par nœud et intégreront les technologies les plus récentes qui contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable.

Media

La hausse des dépenses d'investissement du secteur Media au cours du trimestre et du semestre considérés découle des investissements plus importants dans notre infrastructure de diffusion.

Siège social

La diminution des dépenses d'investissement du siège social du trimestre et du semestre considérés découle du fait que les dépenses consacrées à la technologie de l'information et aux améliorations locatives avaient été plus élevées en 2017.

Produit de la sortie d'immobilisations corporelles

Nous avons vendu certains actifs immobiliers pour un produit net de 15 millions de dollars au premier trimestre de 2018 et de 74 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017.

Intensité du capital

L'intensité du capital a augmenté au cours du trimestre et du semestre à l'étude en raison de la hausse des dépenses d'investissement décrite plus haut, qui a été annulée en partie par l'augmentation du total des produits.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé ainsi que d'autres produits et charges qui n'ont pas été analysés au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
BAlIA ajusté ²	1 504	1 389	8	2 842	2 563	11
Déduire (ajouter) :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	545	535	2	1 089	1 080	1
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	(49)	n. s.	(11)	(49)	(78)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	26	34	(24)	69	62	11
Charges financières	193	189	2	412	379	9
Autres charges (produits)	2	(31)	n. s.	(21)	(42)	(50)
Charge d'impôt sur le résultat	200	183	9	341	295	16
Bénéfice net	538	528	2	963	838	15

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux PCGR qui ne doit pas être considérée comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017	Variation en %	2018	2017	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	535	521	3	1 065	1 053	1
Amortissement des immobilisations incorporelles	10	14	(29)	24	27	(11)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	545	535	2	1 089	1 080	1

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Au cours du trimestre et du semestre à l'étude, nous avons engagé des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges de 26 millions de dollars et de 69 millions de dollars (34 millions de dollars et 62 millions de dollars en 2017), respectivement. Ces frais comprenaient essentiellement les indemnités de départ versées dans le cadre de la restructuration ciblée de nos effectifs.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017	Variation en %	2018	2017	Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	176	185	(5)	363	371	(2)
Intérêts sur le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	3	–	5	6	(17)
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	28	–	n. s.
Perte (profit) de change	65	(41)	n. s.	73	(49)	n. s.
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	(54)	40	n. s.	(59)	48	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	(5)	(4)	25	(10)	(8)	25
Autres	8	6	33	12	11	9
Total des charges financières	193	189	2	412	379	9

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et la dette à long terme.

Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme

Depuis le début de l'exercice, nous avons comptabilisé une perte de 28 millions de dollars liée aux remboursements sur la dette à long terme, ce qui correspond au paiement de primes de remboursement par suite de notre annonce faite en mars 2018 de racheter pour 1,4 milliard de dollars américains de billets de premier rang en avril 2018, billets qui arrivaient à échéance en août 2018.

Charge d'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
Taux d'impôt prévu par la loi	26,7 %	26,7 %	26,7 %	26,7 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	738	711	1 304	1 133
Charge d'impôt sur le résultat calculée	197	190	348	303
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions non déductible	2	2	–	7
Tranche non imposable des gains en capital	(2)	(7)	(8)	(10)
Autres éléments	3	(2)	1	(5)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	200	183	341	295
Taux d'impôt effectif	27,1 %	25,7 %	26,2 %	26,0 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	81	152	191	312

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours du trimestre et du semestre à l'étude a diminué en raison du calendrier des versements d'acomptes provisionnels.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
Bénéfice net	538	528	2	963	838	15
Bénéfice de base par action	1,04 \$	1,03 \$	1	1,87 \$	1,63 \$	15
Bénéfice dilué par action	1,04 \$	1,02 \$	2	1,86 \$	1,62 \$	15

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du BAIIA ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
BAIIA ajusté ²	1 504	1 389	8	2 842	2 563	11
Déduire :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	545	535	2	1 089	1 080	1
Charges financières ³	193	189	2	384	379	1
Autres charges (produits) ⁴	2	(11)	n. s.	(21)	(22)	(5)
Charge d'impôt sur le résultat ⁵	210	180	17	359	300	20
Résultat net ajusté ²	554	496	12	1 031	826	25
Résultat par action de base ajusté ²	1,08 \$	0,96 \$	13	2,00 \$	1,60 \$	25
Résultat par action dilué ajusté ²	1,07 \$	0,96 \$	11	1,99 \$	1,60 \$	24

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

³ Les charges financières ne tiennent pas compte de la perte de 28 millions de dollars liée aux remboursements sur la dette à long terme pour le semestre clos le 30 juin 2018 (néant en 2017).

⁴ Les autres produits du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 ne tiennent pas compte de la reprise d'une provision de 20 millions de dollars liée à la liquidation de shomi.

⁵ La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte des recouvrements de 10 millions de dollars et de 18 millions de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, respectivement (charge de 3 millions de dollars et recouvrement de 5 millions de dollars en 2017) liés à l'incidence fiscale des éléments ajustés.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 402	1 331	2 656	2 500
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(128)	(223)	(149)	(398)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 274	1 108	2 507	2 102
Impôt sur le résultat payé	(81)	(152)	(191)	(312)
Intérêts payés	(145)	(133)	(383)	(371)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 048	823	1 933	1 419
Activités d'investissement				
Dépenses d'investissement	(657)	(451)	(1 262)	(937)
Entrées de droits de diffusion	(6)	(19)	(12)	(33)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(57)	(7)	(195)	(88)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	–	(184)	–	(184)
Autres	1	(26)	11	(52)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(719)	(687)	(1 458)	(1 294)
Activités de financement				
Produit tiré des emprunts à court terme, montant net	1 355	889	507	1 225
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, montant net	(1 761)	(795)	(823)	(848)
Produit reçu (paiements versés) au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	362	(8)	346	(11)
Coûts de transaction engagés	–	–	(16)	–
Dividendes payés	(247)	(247)	(494)	(494)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(291)	(161)	(480)	(128)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	38	(25)	(5)	(3)
Avances bancaires à l'ouverture de la période	(49)	(49)	(6)	(71)
Avances bancaires à la clôture de la période	(11)	(74)	(11)	(74)

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

Activités opérationnelles

La hausse de 27 % et de 36 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre et le semestre considérés est attribuable principalement à l'augmentation du bénéfice net, à la baisse de l'investissement net dans les éléments du fonds de roulement et à la diminution de l'impôt sur le résultat en trésorerie.

Activités d'investissement

Dépenses d'investissement

Au cours du trimestre et du semestre à l'étude, nous avons consacré 657 millions de dollars et 1 262 millions de dollars, respectivement, aux dépenses d'investissement, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, soit plus que pour les mêmes périodes de 2017. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Acquisitions et autres transactions stratégiques

Au deuxième trimestre de 2017, nous avons payé 184 millions de dollars pour l'acquisition d'une licence d'utilisation du spectre SSFE-1 qui appartenait à Québecor inc.

Activités de financement

Pendant le trimestre et le semestre à l'étude, nous avons remboursé des sommes nettes de 44 millions de dollars et avons reçu des sommes nettes de 14 millions de dollars (reçu des sommes nettes de 86 millions de dollars et de 366 millions de dollars en 2017) sur nos emprunts à court terme, notre dette à long terme et les dérivés s'y rattachant. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements sur les flux de trésorerie se rapportant à nos instruments dérivés.

Emprunts à court terme

Nos emprunts à court terme comprennent les montants à payer aux termes de notre programme de titrisation des débiteurs et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos emprunts à court terme au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2018	Au 31 décembre 2017
Programme de titrisation des débiteurs	650	650
Programme de papier commercial libellé en dollars américains	1 526	935
Total des emprunts à court terme	2 176	1 585

Les tableaux ci-après présentent le sommaire de l'évolution de nos emprunts à court terme pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2018			Semestre clos le 30 juin 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains	4 902	1,28	6 283	7 122	1,27	9 077
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains	(3 826)	1,29	(4 928)	(6 720)	1,28	(8 570)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains, montant net	1 076	1,26	1 355	402	1,26	507
Produit tiré de la titrisation de débiteurs			225			225
Remboursements au titre de la titrisation de débiteurs			(225)			(225)
Produit tiré de la titrisation de débiteurs, montant net			-			-
Produit tiré des emprunts à court terme, montant net			1 355			507

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2017			Semestre clos le 30 juin 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains	2 830	1,35	3 818	3 030	1,35	4 084
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains	(2 279)	1,35	(3 069)	(2 279)	1,35	(3 069)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains, montant net			749			1 015
Produit tiré de la titrisation de débiteurs			200			450
Remboursements au titre de la titrisation de débiteurs			(60)			(240)
Produit tiré de la titrisation de débiteurs, montant net			140			210
Produit tiré des emprunts à court terme, montant net			889			1 225

Parallèlement aux émissions de papier commercial libellé en dollars américains, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Dettes à long terme

Notre dette à long terme correspond aux montants à payer aux termes de nos facilités de crédit bancaire et de nos facilités de lettres de crédit ainsi qu'aux débetures et aux billets de premier rang que nous avons émis. Les tableaux ci-après résument l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2018			Semestre clos le 30 juin 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Montants prélevés sur les facilités de crédit (en \$ US)	125	1,26	157	125	1,26	157
Remboursements sur les facilités de crédit (en \$ US)	(125)	1,26	(157)	(125)	1,26	(157)
Montants prélevés sur les facilités de crédit, montant net			-			-
Émissions de billets de premier rang (en \$ US)	-	-	-	750	1,25	938
Remboursements sur les billets de premier rang (en \$ US)	(1 400)	1,26	(1 761)	(1 400)	1,26	(1 761)
Remboursements sur les billets de premier rang, montant net			(1 761)			(823)
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, montant net			(1 761)			(823)

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2017			Semestre clos le 30 juin 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Montants prélevés sur les facilités de crédit (en \$ CA)			580			1 280
Montants prélevés sur les facilités de crédit (en \$ US)	150	1,35	203	575	1,35	774
Total des montants prélevés sur les facilités de crédit			783			2 054
Remboursements sur les facilités de crédit (en \$ CA)			(805)			(1 380)
Remboursements sur les facilités de crédit (en \$ US)	(200)	1,37	(273)	(575)	1,34	(772)
Total des remboursements sur les facilités de crédit			(1 078)			(2 152)
Remboursements sur les facilités de crédit, montant net			(295)			(98)
Remboursements sur les billets de premier rang (en \$ CA)			(500)			(750)
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, montant net			(795)			(848)

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de la période	15 637	15 934	14 448	16 080
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, montant net	(1 761)	(795)	(823)	(848)
Perte (profit) de change	122	(217)	385	(310)
Coûts de transaction différés engagés	–	–	(16)	(3)
Amortissement des coûts de transaction différés	2	5	6	8
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de la période	14 000	14 927	14 000	14 927

En février 2018, nous avons émis pour 750 millions de dollars américains de billets de premier rang arrivant à échéance en 2048 et assortis d'un taux de 4,3 %. En parallèle, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal. Nous avons donc tiré un produit net de 938 millions de dollars de l'émission.

En avril 2018, nous avons remboursé la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains (1,8 milliard de dollars) assortis d'un taux de 6,8 %, qui devaient arriver à échéance en août 2018. En parallèle, les dérivés liés à la dette s'y rapportant ont été réglés pour un produit net reçu de 326 millions de dollars. Nous avons donc remboursé un montant net de 1,5 milliard de dollars, y compris le règlement des dérivés liés à la dette, qui a été financé de façon distincte par notre programme de papier commercial libellé en dollars américains et par notre facilité de crédit bancaire. Au premier trimestre de 2018, nous avons comptabilisé une perte de 28 millions de dollars liée au remboursement sur les titres d'emprunt à long terme, qui reflète notre obligation de payer des primes de remboursement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour un complément d'information.

Dividendes

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés en 2018 et en 2017 sur nos actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote de RCI (les « actions de catégorie A ») et nos actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote de RCI (les « actions de catégorie B sans droit de vote ») en circulation.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
24 janvier 2018	12 mars 2018	3 avril 2018	0,48	247
19 avril 2018	11 juin 2018	3 juillet 2018	0,48	247
26 janvier 2017	13 mars 2017	3 avril 2017	0,48	247
18 avril 2017	12 juin 2017	4 juillet 2017	0,48	247
17 août 2017	15 septembre 2017	3 octobre 2017	0,48	247
19 octobre 2017	11 décembre 2017	2 janvier 2018	0,48	247

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
BAIIA ajusté ²	1 504	1 389	8	2 842	2 563	11
Déduire :						
Dépenses d'investissement ³	657	451	46	1 262	937	35
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	171	181	(6)	353	363	(3)
Variation nette des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions	33	(2)	s. o.	90	19	s. o.
Impôt sur le résultat en trésorerie ⁴	81	152	(47)	191	312	(39)
Flux de trésorerie disponibles²	562	607	(7)	946	932	2

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

³ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre.

⁴ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté après déduction des remboursements reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué pour le trimestre considéré en raison surtout de l'augmentation des dépenses d'investissement prévues, qui a été compensée en partie par la hausse du BAIIA ajusté. Au deuxième trimestre de l'exercice précédent, les dépenses d'investissement comprenaient aussi le produit de 74 millions de dollars tiré de la vente de certains actifs immobiliers. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour obtenir de plus amples renseignements. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté pour le semestre à l'étude par suite de la hausse du BAIIA ajusté, annulée en partie par les dépenses d'investissement prévues plus élevées; le produit de la vente d'actifs de l'exercice précédent a également joué sur la variation des dépenses d'investissement d'un semestre à l'autre.

Survol de l'état de la situation financière

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2018	Au 31 déc. 2017 (chiffres retraités) ¹	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
Actifs					
Actifs courants					
Débiteurs	2 071	2 035	36	2	n. s.
Stocks	390	435	(45)	(10)	Tient compte d'une réduction des stocks d'appareils sans fil.
Partie courante des actifs sur contrat	884	820	64	8	Tient compte surtout de la hausse nette des contrats conclus avec des clients, en partie annulée par l'imputation aux débiteurs de l'amortissement.
Autres actifs courants	468	414	54	13	Tient compte surtout d'une augmentation des charges payées d'avance liée aux frais des licences d'utilisation de spectre de Sans-fil.
Partie courante des instruments dérivés	145	421	(276)	(66)	Tient compte surtout du règlement des dérivés liés à la dette se rapportant aux billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des actifs courants	3 958	4 125	(167)	(4)	
Immobilisations corporelles					
Immobilisations incorporelles	7 203	7 244	(41)	(1)	Tient compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles.
Placements	2 156	2 561	(405)	(16)	Tient compte essentiellement de la diminution de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés					
Actifs sur contrat	443	413	30	7	Tient compte de la hausse nette des contrats conclus avec des clients.
Autres actifs à long terme	132	143	(11)	(8)	n. s.
Actifs d'impôt différé	3	3	–	–	n. s.
Goodwill	3 905	3 905	–	–	n. s.
Total des actifs	30 208	30 490	(282)	(1)	
Passifs et capitaux propres					
Passifs courants					
Avances bancaires	11	6	5	83	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Emprunts à court terme	2 176	1 585	591	37	Tient compte d'une augmentation des emprunts effectués aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains.
Créditeurs et charges à payer	2 651	2 931	(280)	(10)	Tient compte surtout de la diminution occasionnée par le caractère saisonnier des activités.
Impôt sur le résultat à payer	194	62	132	n. s.	Tient compte de l'excédent de l'impôt à payer comptabilisé en 2018 sur les acomptes provisionnels versés.
Autres passifs courants	128	132	(4)	(3)	n. s.
Partie courante des passifs sur contrat	274	278	(4)	(1)	n. s.
Partie courante de la dette à long terme	400	1 756	(1 356)	(77)	Tient compte du remboursement de nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains en avril 2018, en partie contrebalancé par le reclassement hors des éléments à long terme de nos billets de premier rang de 400 millions de dollars arrivant à échéance en mars 2019.
Partie courante des instruments dérivés	74	133	(59)	(44)	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de nos dérivés liés aux dépenses par suite de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des passifs courants	5 908	6 883	(975)	(14)	
Provisions					
Dette à long terme	36	35	1	3	n. s.
	13 600	12 692	908	7	Tient compte principalement de l'émission de billets de premier rang de 750 millions de dollars américains en février 2018, en partie annulée par le reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 400 millions de dollars arrivant à échéance en mars 2019. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Instruments dérivés					
	102	147	(45)	(31)	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Autres passifs à long terme					
	525	613	(88)	(14)	Tient compte d'une diminution du passif lié aux régimes de retraite par suite de cotisations de l'employeur.
Passifs d'impôt différé					
	2 592	2 624	(32)	(1)	Tient compte essentiellement de la diminution des différences temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs.
Total des passifs	22 763	22 994	(231)	(1)	
Capitaux propres					
	7 445	7 496	(51)	(1)	Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
Total des passifs et des capitaux propres	30 208	30 490	(282)	(1)	

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

Situation financière

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de nos facilités de crédit bancaire, lettres de crédit et emprunts à court terme au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

Au 30 juin 2018 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	10	1 526	1 664
Lettres de crédit en cours	101	–	101	–	–
Avances bancaires	–	11	–	–	(11)
Total des facilités de crédit bancaire	3 301	11	111	1 526	1 653
Titrisation de débiteurs	1 050	650	–	–	400
Total	4 351	661	111	1 526	2 053

Au 31 décembre 2017 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	9	935	2 256
Lettres de crédit en cours	87	–	87	–	–
Avances bancaires	–	6	–	–	(6)
Total des facilités de crédit bancaire	3 287	6	96	935	2 250
Titrisation de débiteurs	1 050	650	–	–	400
Total	4 337	656	96	935	2 650

En plus des sources de liquidités disponibles mentionnées ci-dessus, nous détenons 1 043 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse au 30 juin 2018 (1 465 millions de dollars au 31 décembre 2017).

Coût moyen pondéré des emprunts

Le coût moyen pondéré de nos emprunts se chiffrait à 4,40 % au 30 juin 2018 (4,70 % au 31 décembre 2017) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 11,2 années (9,9 années au 31 décembre 2017).

Notations de crédit

Le tableau suivant présente les notations de crédit des débetures et billets de premier rang en circulation de RCI (long terme) et du papier commercial libellé en dollars américains (court terme) au 30 juin 2018.

Émission	Standard & Poor's	Moody's	Fitch
Cote de risque financier d'entreprise ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Dette de premier rang non garantie ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Papier commercial libellé en dollars américains ¹	A-2	P-2	s. o. ²

¹ Notation inchangée pour le trimestre.

² Nous n'avons pas demandé à Fitch de noter nos obligations à court terme en 2018.

Dette nette ajustée et ratio d'endettement

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio d'endettement pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou les avances bancaires.

	Au 30 juin	Au 31 décembre 2017 (chiffres retraités) ¹
(en millions de dollars, sauf les ratios)	2018	
Dette à long terme ²	14 117	14 555
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ³	(1 006)	(1 146)
Emprunts à court terme	2 176	1 585
Avances bancaires	11	6
Dette nette ajustée ⁴	15 298	15 000
Divisée par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois ⁴	5 781	5 502
Ratio d'endettement ⁴	2,6	2,7

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme, compte non tenu des coûts de transaction différés et des escomptes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée » de la section « Mesures non conformes aux PCGR » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

³ Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

⁴ La dette nette ajustée, le BAIIA ajusté et le ratio d'endettement sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En avril 2018, la Bourse de Toronto a accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui nous donne la possibilité de racheter, pendant la période de douze mois allant du 24 avril 2018 au 23 avril 2019, le moindre de 35,8 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote qui peuvent être achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars. Les porteurs de titres de Rogers peuvent obtenir un exemplaire de cet avis, sans frais, en communiquant avec nous. Au cours du trimestre à l'étude, nous n'avons racheté aucune action dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Actions ordinaires en circulation

	Au 30 juin 2018	Au 31 décembre 2017
Actions ordinaires en circulation ¹		
De catégorie A avec droit de vote	111 157 192	112 407 192
De catégorie B sans droit de vote	403 655 483	402 403 433
Total des actions ordinaires	514 812 675	514 810 625
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	2 915 904	2 637 890
Options en circulation exerçables	1 064 836	924 562

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A de celles pour les actions de catégorie B sans droit de vote.

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2017. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 30 juin 2018, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 85,7 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (89,5 % au 31 décembre 2017).

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Les tableaux ci-après présentent un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit et au programme de papier commercial libellé en dollars américains au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2018			Semestre clos le 30 juin 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	125	1,26	157	125	1,26	157
Dérivés liés à la dette réglés	(125)	1,26	(157)	(125)	1,26	(157)
Montant net en trésorerie payé			(1)			(1)
<i>Programme de papier commercial</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	4 902	1,28	6 283	7 122	1,27	9 077
Dérivés liés à la dette réglés	3 820	1,28	4 883	6 710	1,27	8 536
Montant net en trésorerie reçu			37			21

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2017			Semestre clos le 30 juin 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	300	1,34	403	1 175	1,33	1 568
Dérivés liés à la dette réglés	350	1,35	474	1 175	1,33	1 566
Montant net en trésorerie reçu (payé)			2			(1)
<i>Programme de papier commercial</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	2 830	1,35	3 817	3 030	1,35	4 083
Dérivés liés à la dette réglés	2 276	1,35	3 065	2 276	1,35	3 065
Montant net en trésorerie payé			(10)			(10)

Au 30 juin 2018, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et sur notre papier commercial libellé en dollars américains s'élevaient respectivement à néant et à 1 156 millions de dollars américains (néant et 746 millions de dollars américains au 31 décembre 2017).

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Billets de premier rang

Nous n'avons conclu aucun dérivé lié à la dette se rapportant à nos billets de premier rang au cours du trimestre clos le 30 juin 2018. Pendant le semestre clos le 30 juin 2018, parallèlement à l'émission de nos billets de premier rang de 750 millions de dollars américains, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

En avril 2018, nous avons remboursé la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains qui devaient arriver à échéance en août 2018. En parallèle, les dérivés liés à la dette s'y rapportant ont été réglés pour un produit net de 326 millions de dollars. Nous avons donc remboursé un montant net de 1,5 milliard de dollars, qui a été financé de façon distincte par notre programme de papier commercial libellé en dollars américains et par notre facilité de crédit bancaire.

Nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié à la dette se rapportant aux débetures et aux billets de premier rang au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017.

Contrats à terme sur obligations

Nous n'avons ni conclu ni réglé de contrats à terme sur obligations au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos contrats à terme sur obligations.

Dérivés liés aux dépenses

Les tableaux ci-dessous présentent les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus ou réglés au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2018			Semestre clos le 30 juin 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	-	-	-	600	1,23	740
Dérivés liés aux dépenses réglés	210	1,30	273	420	1,30	546

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2017			Semestre clos le 30 juin 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	360	1,31	470	480	1,30	625
Dérivés liés aux dépenses réglés	240	1,33	320	465	1,33	620

Au 30 juin 2018, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à 1 380 millions de dollars américains (1 200 millions de dollars américains au 31 décembre 2017), venaient à échéance de juillet 2018 à décembre 2020 (de janvier 2018 à décembre 2019 au 31 décembre 2017) et le cours de change moyen s'établissait à 1,25 \$ CA/1 \$ US (1,28 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2017).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

Dérivés liés aux capitaux propres

Au 30 juin 2018, nous avons des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 5,0 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote (5,4 millions au 31 décembre 2017) assorties d'un cours moyen pondéré de 51,54 \$ (51,44 \$ au 31 décembre 2017).

Au cours du trimestre considéré, nous avons réglé 0,4 million de dérivés liés aux capitaux propres au prix moyen pondéré de 61,15 \$ pour un produit net de 4 millions de dollars. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, nous avons réglé des dérivés liés aux capitaux propres pour un produit net de 6 millions de dollars et conclu de nouveaux dérivés à l'égard de un million d'actions de catégorie B sans droit de vote.

Nous n'avons conclu aucun dérivé lié aux capitaux propres au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018. Nous avons signé des accords de prorogation pour nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2019 (auparavant en avril 2018).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2017 pour obtenir un résumé de nos principales obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également analysés aux notes 16, 20 et 27 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2017.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2017, depuis le 31 décembre 2017.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 8 mars 2018 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2017. Les paragraphes qui suivent présentent les modifications importantes concernant la réglementation survenues depuis cette date.

Examen par le CRTC des services de télécommunications de base

Le 26 juin 2018, dans la politique réglementaire de télécom CRTC 2018-213, *Retrait progressif du régime de subvention du service local*, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a déterminé que le retrait progressif de la subvention du service local actuelle de 115 millions de dollars pour les zones de desserte à coût élevé des compagnies de téléphone locales titulaires se ferait en six tranches égales de 2019 à 2021, de manière que la subvention soit éliminée à la fin de 2021. Cette politique est le résultat de l'instance de suivi de la politique réglementaire de télécom CRTC 2016-496, *Les services de télécommunication modernes : La voie d'avenir pour l'économie numérique canadienne*.

Licences de spectre de la bande de 3 500 MHz

Le 6 juin 2018, Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE Canada ») a publié un document intitulé *Consultation sur l'examen de la bande de 3 500 MHz pour permettre une utilisation flexible et consultation préliminaire sur les changements à apporter à la bande de 3 800 MHz*. La bande de 3 500 MHz est considérée comme un spectre essentiel pour la prise en charge des technologies 5G. Rogers et d'autres sociétés ont présenté leurs observations sur le document de consultation le 12 juillet 2018. Les réponses aux observations seront acceptées jusqu'au 10 août 2018. Dans son document *Perspectives du spectre de 2018 à 2022*, également publié le 6 juin 2018, ISDE Canada prévoit la libération de spectre de 3 500 MHz pour une utilisation souple à la fin de 2020 à la suite d'une mise aux enchères qui aura lieu la même année.

Examen de la Loi sur les télécommunications et de la Loi sur la radiodiffusion par le gouvernement du Canada

Le 5 juin 2018, M. Bains, ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, et Mme Joly, ministre du Patrimoine canadien, ont annoncé l'examen conjoint de la *Loi sur les télécommunications* et de la *Loi sur la radiodiffusion*. Un groupe formé de sept experts effectuera l'examen. Cet examen a pour but de moderniser le cadre législatif et son déroulement doit être guidé par le principe de neutralité. Le groupe examinera les mécanismes qui soutiennent la création, la production et la distribution de contenu canadien pour déterminer essentiellement comment tous les acteurs (y compris les services par contournement) peuvent contribuer à ce système. L'examen cherchera également à évaluer les meilleures façons de favoriser la concurrence entre les fournisseurs ainsi que l'accessibilité à Internet et aux services sans fil mobiles. Un rapport intermédiaire devrait être publié en mai 2019, et les recommandations finales seront formulées d'ici le 31 janvier 2020.

Instance du CRTC sur les modèles de distribution de programmation de l'avenir

Le 30 mai 2018, le CRTC a publié son rapport sur les modèles de distribution de programmation de l'avenir que le gouvernement lui avait commandé en septembre 2017 au moyen du décret C.P. 2017-1195. Ce rapport propose au gouvernement une nouvelle approche en matière de réglementation et des outils novateurs visant à soutenir la production et la promotion de contenu audio et vidéo produit par et pour des Canadiens. Les données du rapport serviront à l'examen de la *Loi sur la radiodiffusion* et de la *Loi sur les télécommunications* du Canada.

Licences de spectre de la bande de 600 MHz

Le 28 mars 2018, ISDE Canada a rendu public son cadre technique, politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 600 MHz, qui définit les règles et les échéances de la mise aux enchères des licences du spectre en question. Le cadre réserve 30 MHz (sur les 70 MHz disponibles) aux fournisseurs qui ne sont pas l'une des trois entreprises nationales, à savoir Rogers, Bell et Telus. Les enchères commenceront le 12 mars 2019.

Modalités et tarifs des services d'itinérance sans fil de gros au Canada

Le 22 mars 2018, le CRTC a rendu publique sa Décision de télécom CRTC 2018-97 concernant les modalités définitives régissant les services d'itinérance sans fil mobiles de gros. Le CRTC a maintenu sa politique de concurrence fondée sur les installations, tout en réaffirmant sa décision initialement exposée dans la Décision de télécom CRTC 2017-56 d'exclure le Wi-Fi public de la définition de « réseau d'origine » et de ne pas rendre obligatoire l'accès de gros aux réseaux sans fil. Le CRTC a par ailleurs entamé une nouvelle instance publique (l'Avis de consultation de télécom CRTC 2018-98) signifiant à Rogers, à Bell et à Telus de déposer des forfaits proposés de données seulement à moindre coût d'ici le 23 avril 2018. Le CRTC examinera les propositions après le dépôt des interventions et des répliques, le 23 mai 2018 et le 7 juin 2018, respectivement.

De plus, le CRTC a annoncé que l'examen de cinq ans du régime encadrant les services sans fil de gros défini dans la politique réglementaire de télécom CRTC 2015-177 commencerait d'ici mars 2019.

Le 22 mars 2018, le CRTC a également rendu publique son ordonnance de télécom CRTC 2018-99, qui fixe les tarifs de gros définitifs que Rogers, Bell et Telus peuvent facturer à tout fournisseur étranger pour les services d'itinérance. Les tarifs sont rétroactifs au 5 mai 2015. Cette décision n'a pas d'incidence importante sur nos résultats financiers.

Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2017 pour une analyse des risques et incertitudes significatifs susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et nos résultats financiers au 8 mars 2018, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion. Les litiges susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

Frais d'accès au système - Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite exclurait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande était acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

Au moment où le recours collectif en Saskatchewan a été intenté, en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien que les demandeurs n'aient pris aucune mesure concrète. La cour d'appel de plusieurs provinces a rejeté les réclamations correspondantes pour cause d'abus de procédure. Dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, les réclamations ont maintenant été rejetées ou abandonnées. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de télécommunications sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Appareils cellulaires

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Issue des poursuites

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des actions intentées en raison de divers facteurs et incertitudes en jeu dans le processus juridique. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si l'éventualité de notre responsabilité à l'égard des poursuites intentées contre nous devient probable, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur les états consolidés du résultat net et les états consolidés de la situation financière.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2017, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2017 et les notes y afférentes présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2018

Nous avons adopté les nouvelles modifications de normes comptables suivantes; elles sont en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels à compter du 1^{er} janvier 2018. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*.
- IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*.

En outre, nous avons adopté l'IFRS 15 et l'IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 ») à compter du 1^{er} janvier 2018. Les répercussions de ces deux prises de position sur nos résultats et notre exploitation sont décrites ci-dessous.

IFRS 15

L'IFRS 15 annule et remplace les anciennes normes comptables se rapportant aux produits, à savoir l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* (l'« IAS 18 ») et l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle* (l'« IFRIC 13 »).

L'IFRS 15 présente un modèle unique de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Cette norme s'applique à tous les contrats conclus avec des clients, sauf pour certaines exceptions, notamment les contrats comptabilisés aux termes d'autres IFRS. La norme impose de comptabiliser les produits de manière à représenter le transfert des biens ou des services promis à des clients selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces biens ou services. Pour ce faire, il convient de suivre les cinq étapes suivantes :

1. identifier le contrat conclu avec un client;
2. identifier les obligations de prestation prévues au contrat;
3. déterminer le prix de la transaction;
4. affecter le prix de la transaction aux obligations de prestation prévues au contrat;
5. comptabiliser les produits lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

L'IFRS 15 fournit également des directives relatives au traitement des coûts d'obtention de contrats et d'exécution de contrats.

L'application de cette nouvelle norme a eu d'importantes incidences sur les résultats de Sans-fil que nous présentons, plus précisément en ce qui a trait au moment de la comptabilisation des produits et à leur classement, ainsi qu'au traitement des coûts engagés pour l'acquisition des contrats avec des clients. Le moment de la comptabilisation des produits et leur classement sont touchés parce que, à la passation d'un contrat avec un client, l'IFRS 15 exige que soit évaluée la contrepartie totale estimative sur la durée du contrat et que la contrepartie soit répartie à l'ensemble des obligations de prestation figurant dans le contrat en proportion de leur prix de vente spécifique. Cette disposition touche nos accords du secteur Sans-fil qui regroupent du matériel et des services au sein des frais de service mensuels, ce qui se traduit par une augmentation des produits tirés du matériel comptabilisés à la conclusion du contrat et une diminution des produits tirés des services sur la durée des contrats, puisque la composante recouvrement de la subvention des appareils est, dans une large mesure, retranchée de nos produits tirés des services. L'application de l'IFRS 15 n'a pas d'incidence sur nos flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ni sur les méthodes et les facteurs économiques sous-jacents que nous utilisons dans nos transactions avec nos clients.

Le traitement des coûts engagés dans le cadre de l'acquisition de contrats avec des clients est aussi touché, car l'IFRS 15 exige que certains coûts d'acquisition des contrats (comme les commissions de vente) soient constatés à titre d'actifs et amortis dans les charges opérationnelles au fil du temps. Auparavant, ces coûts étaient passés en charges à mesure qu'ils étaient engagés.

De plus, de nouveaux actifs et passifs ont été comptabilisés dans nos états consolidés de la situation financière. Plus précisément, un actif et un passif sur contrat sont comptabilisés pour rendre compte de tout écart temporaire entre les produits constatés et les montants facturés au client.

Un degré élevé de jugement doit être exercé pour déterminer si une promesse de livrer des biens ou des services est considérée comme distincte et pour déterminer les coûts marginaux d'obtention d'un contrat avec un client.

Nous avons appliqué l'IFRS 15 de manière rétrospective à tous les contrats qui n'étaient pas achevés à la date de première application. Nous avons arrêté le choix de méthode comptable et décidé de retraiter chacune des périodes antérieures présentées et de comptabiliser l'effet cumulatif de la première application de l'IFRS 15 à titre d'ajustement des capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2017, après l'application de certaines mesures de simplification que nous avons retenues et qui sont décrites à la note 4 afférente à nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre de 2018.

Effet de la transition à l'IFRS 15

Le tableau ci-après présente un sommaire des ajustements découlant de l'IFRS 15 apportés à nos principales informations financières pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017. Ces ajustements se rapportent entièrement au secteur Sans-fil.

(en millions de dollars)	Note	Trimestre clos le 30 juin 2017			Semestre clos le 30 juin 2017		
		Chiffres déjà présentés ¹	Ajustements	Chiffres retraités	Chiffres déjà présentés ¹	Ajustements	Chiffres retraités
Chiffres consolidés							
Total des produits	<i>i, iii</i>	3 592	28	3 620	6 930	62	6 992
Total des produits tirés des services ²	<i>i</i>	3 466	(245)	3 221	6 680	(490)	6 190
BAlIA ajusté ³		1 391	(2)	1 389	2 544	19	2 563
Bénéfice net		531	(3)	528	825	13	838
Résultat net ajusté ³		499	(3)	496	813	13	826
Sans-fil							
Produits tirés des services	<i>i</i>	1 925	(245)	1 680	3 774	(490)	3 284
Produits tirés du matériel	<i>i, iii</i>	123	273	396	242	552	794
Charges opérationnelles ⁴	<i>ii, iii</i>	1 131	30	1 161	2 291	43	2 334
BAlIA ajusté		917	(2)	915	1 725	19	1 744

¹ Montants calculés selon une méthode conforme aux méthodes de comptabilisation des produits que nous utilisons avant l'adoption de l'IFRS 15. Certains montants présentés selon l'ancienne méthode comptable ont en outre été modifiés de manière rétrospective en raison de l'utilisation du BAlIA ajusté en 2018.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAlIA ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Les charges opérationnelles ont été modifiées de manière rétrospective afin que la rémunération fondée sur des actions y soit incluse. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Secteurs à présenter » et « Mesures non conformes aux PCGR ».

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des ajustements découlant de l'IFRS 15 apportés à certaines des principales mesures financières présentées dans nos états consolidés de la situation financière au 1^{er} janvier 2017 et au 31 décembre 2017.

(en millions de dollars)	Note	Au 1 ^{er} janvier 2017			Au 31 décembre 2017		
		Chiffres déjà présentés	Ajustements	Chiffres retraités	Chiffres déjà présentés	Ajustements	Chiffres retraités
Chiffres consolidés							
Total des actifs	<i>i, ii, iii</i>	28 342	1 469	29 811	28 863	1 627	30 490
Total des passifs	<i>i, iii</i>	23 073	454	23 527	22 516	478	22 994
Capitaux propres		5 269	1 015	6 284	6 347	1 149	7 496

L'application de l'IFRS 15 n'a pas eu d'incidence sur le total des flux de trésorerie liés à nos activités opérationnelles, à nos activités d'investissement et à nos activités de financement.

i) Actifs et passifs sur contrat

Les actifs sur contrat découlent principalement de l'écart entre les produits comptabilisés à la vente d'un appareil sans fil au début d'un contrat à terme et le montant encaissé au point de vente. Les produits comptabilisés au point de vente impliquent l'estimation du total de la contrepartie sur la durée du contrat à terme et la répartition de cette contrepartie entre toutes les obligations de prestation prévues au contrat en proportion de leur prix de vente spécifique respectif. Pour les contrats à terme de Sans-fil, les produits sont comptabilisés plus tôt qu'auparavant, et une plus grande partie des produits est affectée aux produits tirés du matériel. Avant l'adoption de l'IFRS 15, le montant affecté aux produits tirés du matériel se limitait à la contrepartie non conditionnelle reçue au point de vente lorsque le recouvrement de la contrepartie restante prévue au contrat dépendait de la prestation de services futurs.

Nous comptabilisons un passif sur contrat lorsque nous recevons un paiement d'un client pour des biens et services qui ne sont pas encore fournis. Nous comptabilisons les actifs et passifs sur contrat en fonction de chaque contrat, chaque contrat représentant ainsi un actif ou un passif net unique sur contrat.

Tous les actifs sur contrat sont comptabilisés déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues, évaluée conformément à l'IFRS 9.

ii) Actifs différés au titre des commissions

Conformément à l'IFRS 15, nous reportons les coûts représentant les commissions supplémentaires payées aux représentants internes et externes lorsqu'ils obtiennent des contrats avec des clients en tant qu'actifs différés au titre des commissions et les amortissons dans les charges opérationnelles d'une manière qui correspond au transfert des biens et des services au client, c'est-à-dire, en général, également sur 12 ou 24 mois consécutifs.

iii) Stocks et autres passifs courants

Nous déterminons le moment où le client obtient le contrôle des biens ou services distincts conformément à l'IFRS 15. Pour les transactions concernées, nous avons défini que notre client était l'abonné final et déterminé que ce dernier obtient le contrôle lorsque la propriété de l'appareil sans fil lui est transférée, c'est-à-dire, en général, au moment de l'activation. Pour certaines transactions effectuées par l'intermédiaire de détaillants tiers et autres, le moment où le client obtient le contrôle d'un appareil sans fil se produira plus tard que ce n'était le cas selon notre ancienne méthode comptable, aux termes de laquelle les produits étaient comptabilisés lorsque l'appareil sans fil était livré et accepté par le détaillant indépendant. Ce changement se traduit par une augmentation du solde des stocks et une augmentation correspondante des autres passifs courants.

IFRS 9

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, laquelle annule et remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (l'« IAS 39 »). L'IFRS 9 contient des directives révisées sur le classement et l'évaluation des instruments financiers, de nouvelles directives d'évaluation de la dépréciation d'actifs financiers et une nouvelle ligne directrice en matière de comptabilité de couverture. Nous avons adopté l'IFRS 9 de façon rétrospective. Nos chiffres correspondants de 2017 n'ont toutefois pas été retraités, parce qu'il n'était pas possible de le faire sans le recours à des connaissances a posteriori.

Selon l'IFRS 9, les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique dans lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. L'IFRS 9 précise trois grandes catégories pour l'évaluation des actifs financiers : au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG ») et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Comme le permet l'IFRS 9, nous avons fait le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global, sans reclassement du montant net des profits et des pertes en résultat net, les variations ultérieures de la juste valeur de nos placements dans des instruments de capitaux propres qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni des contreparties éventuelles découlant d'un regroupement d'entreprises. Pour ces placements, toute dépréciation de l'instrument sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le cumul des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne sera pas reclassé en résultat net, même à la sortie.

Selon l'IFRS 9, la correction de valeur pour pertes au titre des créances clients doit être calculée selon les pertes de crédit attendues sur la durée de vie et comptabilisée lors de la comptabilisation initiale. Une correction de valeur pour pertes supplémentaire devait être affectée à une partie de nos créances clients selon les dispositions de l'IFRS 9. Par conséquent, nous avons comptabilisé au 1^{er} janvier 2018 une diminution de 4 millions de dollars des débiteurs et une diminution correspondante des résultats non distribués dans les capitaux propres. De plus, les pertes de crédit attendues calculées selon la méthode des pertes de crédit sur la durée de vie sont imputées aux actifs sur contrat selon l'IFRS 15. Cette nouvelle disposition de l'IFRS 9 n'a pas d'effet important sur la valeur comptable de nos autres instruments financiers.

La nouvelle ligne directrice en matière de comptabilité de couverture fait concorder plus étroitement la comptabilité de couverture et les objectifs et les stratégies de gestion des risques d'une entité. L'IFRS 9 ne modifie pas fondamentalement les types de relations de couverture ni l'obligation d'en évaluer et d'en constater l'inefficacité, mais davantage de stratégies de couverture employées aux fins de la gestion des risques sont admissibles à la comptabilité de couverture. Il faut aussi faire davantage appel au jugement pour évaluer l'efficacité d'une relation de couverture, principalement d'un point de vue qualitatif. Cette directive ne devrait pas avoir d'incidence sur les résultats que nous présentons, et simplifiera nos évaluations de l'efficacité à l'avenir.

Récentes prises de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptées

L'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, avec une date d'entrée en vigueur du 1^{er} janvier 2019. Nous n'avons pas encore adopté cette norme qui aura une incidence sur les prochaines périodes. Il y a lieu de se reporter à nos états financiers consolidés audités annuels de 2017 et aux notes y afférentes pour obtenir de plus amples renseignements. Nous continuons d'évaluer l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés et poursuivons sa mise en œuvre. Un nouveau système en cours de mise en place assurera notre conformité aux exigences de la norme pour chaque contrat; nous devrions commencer à l'utiliser en 2019. Nous poursuivons l'évaluation de nos déterminations de méthodes comptables et avons entrepris le processus de validation des données, deux activités qui devraient se poursuivre en 2018. Nous prévoyons d'adopter l'IFRS 16 en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application à titre d'ajustement des capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2019.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces administrateurs sont :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président du conseil d'administration d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Le tableau qui suit présente un résumé des activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Services d'impression et services juridiques	1	3	5	10

La Société a aussi conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers liées à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017.

Contrôles et procédures

Le 1^{er} janvier 2018, nous avons adopté l'IFRS 15 et mis en œuvre un nouveau système de comptabilisation des produits grâce auquel nous pouvons nous conformer aux exigences de la nouvelle norme. Par conséquent, nous avons apporté des ajouts et des modifications substantielles à nos contrôles internes à l'égard de l'information financière. Les points suivants sont dignes de mention :

- nous avons actualisé nos politiques et procédures relatives à notre façon de comptabiliser les produits;
- nous avons renforcé notre processus d'évaluation des risques afin qu'il tienne compte des risques liés à la comptabilisation des produits conformément à l'IFRS 15;
- nous avons mis en œuvre des contrôles entourant notre nouveau système de comptabilisation des produits qui vérifieront que les données d'entrée, les processus et les données de sortie sont exacts;
- nous avons mis en place des contrôles conçus pour gérer les risques associés au modèle de comptabilisation des produits en cinq étapes.

À part les adaptations susmentionnées, aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur ces contrôles.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières, notamment, touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2017.

L'application de l'IFRS 15 a eu un effet considérable sur le moment où sont comptabilisés les résultats de notre secteur Sans-fil et sur leur classement. Au cours des trimestres où l'activité des abonnés est généralement plus élevée, comme c'est le cas au quatrième trimestre, Sans-fil enregistre habituellement des sorties de fonds plus importantes relativement à l'acquisition ou à la fidélisation des abonnés, principalement sous forme de subventions liées aux appareils. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « IFRS 15 » pour plus de précisions. Dans l'ensemble, l'application de l'IFRS 15 n'aura pas d'effet sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ni sur les façons dont nous faisons affaire avec nos clients ou les fondements économiques de nos transactions avec eux.

Objectifs financiers

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles consolidées en ce qui a trait aux produits, au BAIIA ajusté, aux flux de trésorerie disponibles et aux dépenses d'investissement qui ont été présentées le 25 janvier 2018. Le 19 avril 2018, nous avons rendu publics nos objectifs financiers prenant en compte l'incidence du passage à l'IFRS 15 sur les résultats de 2017; nous n'avons toutefois apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles consolidées présentées le 25 janvier 2018. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion et de notre rapport de gestion annuel de 2017. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2017 et dans le présent rapport de gestion. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés,
 - le nombre d'abonnés de Sans-fil,
 - le nombre d'abonnés de Cable,
 - le nombre de foyers branchés (Cable),
- le taux d'attrition des abonnés,
- le montant facturé moyen par abonné (MFMPA) mixte,
- les produits moyens par abonné (PMPA) mixtes,
- l'intensité du capital,
- le total des produits tirés des services.

À compter de l'exercice à l'étude, nous présentons le MFMPA mixte en tant qu'indicateur clé de performance. De plus, comme nous avons redéfini notre secteur Cable, nous avons aussi modifié la définition du nombre d'abonnés de ce secteur à titre d'indicateur clé de performance pour que les abonnés au Système de domotique Rogers soient inclus dans les abonnés aux services d'accès Internet.

Nombres d'abonnés

Les nombres d'abonnés à nos services sont fondés sur les abonnés actifs. Lorsqu'un abonné est mis hors service, à sa demande ou pour défaut de paiement, il est réputé avoir été mis hors service pendant la période au cours de laquelle les services sont interrompus. Nous utilisons les nombres d'abonnés pour mesurer le rendement de nos principales activités et notre capacité à profiter de sources de revenus récurrentes. Dans le secteur Cable, nous utilisons en outre le nombre de foyers branchés pour mesurer notre pénétration du marché potentiel dans une région géographique prédéfinie.

Nombre d'abonnés de Sans-fil

- Un abonné aux services sans fil est représenté par un numéro de téléphone identifiable.
- La Société répartit ses abonnés aux services sans fil en deux groupes, soit les abonnés aux services facturés et les abonnés aux services prépayés. Les abonnés aux services facturés et prépayés comprennent les abonnés aux services de transmission uniquement de la voix ou des données, de même que les abonnés à des forfaits incluant à la fois la transmission de la voix et des données.
- Les frais d'utilisation et les frais d'utilisation excédentaire de données des abonnés aux services facturés sont facturés après un mois. Les abonnés aux services prépayés ne peuvent pas engager des frais d'utilisation et des frais d'utilisation excédentaire de données supérieurs à ceux prévus par les limites de leur forfait ou le solde de leur compte.
- Les abonnés aux services sans fil prépayés sont considérés comme étant actifs pendant une période de 180 jours suivant la date de leur dernière utilisation génératrice de produits.

Nombre d'abonnés de Cable

- Les abonnés aux services de télévision et d'accès Internet par câble sont représentés par une adresse; les abonnés aux services de téléphonie par câble sont représentés par le nombre de lignes téléphoniques.
- Si une adresse donnée correspond à plusieurs logements, comme dans le cas d'un immeuble d'habitation, chaque locataire qui reçoit les services de télévision par câble, que les services lui soient facturés individuellement ou que le tarif des services soit inclus dans ses frais ou son loyer, représente un abonné. Pour les abonnés commerciaux ou institutionnels, comme les hôpitaux ou les hôtels, chacun d'entre eux représente un abonné.
- Les abonnés aux services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie par câble ne comprennent que les abonnés pour qui le service est installé et opérationnel et facturé conséquemment.
- Le nombre d'abonnés exclut certains services aux entreprises assurés par notre réseau de fibre optique et l'infrastructure de nos centres de données, les services de transmission de la voix interurbains et locaux commutés et les services de transmission de données traditionnels, auxquels l'accès est fourni par des réseaux de tiers en location et au moyen des services tarifés des entreprises de services locaux titulaires.

Nombre de foyers branchés (Cable)

Le nombre de foyers branchés est représenté par le nombre total de foyers d'une région géographique donnée qui sont abonnés à nos services de câblodistribution ou qui n'y sont pas abonnés, mais qui ont la possibilité d'y avoir accès. Lorsqu'une adresse donnée correspond à plusieurs logements, comme dans le cas d'un immeuble d'habitation, chaque logement abonné à nos services de câblodistribution ou qui n'y est pas abonné, mais pourrait l'être, compte pour un foyer branché. Pour les abonnés commerciaux ou institutionnels, comme les hôpitaux ou les hôtels, chacun d'entre eux représente un foyer branché.

Taux d'attrition des abonnés

Le taux d'attrition des abonnés constitue une mesure du nombre d'abonnés qui sont mis hors service pendant une période en tant que pourcentage du total des abonnés et est normalement calculé mensuellement et nous indique à quel point nous avons réussi à fidéliser notre clientèle. Nous le calculons en divisant le nombre d'abonnés de Sans-fil qui ont désactivé leur service sur une période donnée (habituellement sur une période de un mois) par le nombre total d'abonnés au début de cette même période. Lorsque la période considérée couvre plus de un mois, le taux d'attrition correspond au nombre d'abonnés mis hors service pendant la période, divisé par le nombre total d'abonnés au début de la période.

Montant facturé moyen par abonné mixte (Sans-fil)

Afin d'aider les utilisateurs à comprendre les facteurs économiques sous-jacents de notre secteur Sans-fil, nous avons commencé cette année à présenter le MFMPA mixte. Nous utilisons le MFMPA mixte comme mesure pour évaluer approximativement le montant moyen que nous facturons à un abonné particulier sur une base mensuelle. Cette mesure est semblable aux PMPA mixtes que nous présentions auparavant, avant l'adoption de l'IFRS 15 (se reporter à la rubrique « Méthodes et estimations comptables critiques »); toutefois, en raison de la réduction des produits tirés des services faisant suite à l'adoption de l'IFRS 15, les PMPA mixtes sont inférieurs aux montants déjà présentés et ne reflètent donc pas avec exactitude le montant moyen que le client doit payer chaque mois. Le MFMPA mixte nous aide à dégager les tendances et à mesurer notre capacité à attirer et à fidéliser des abonnés offrant une valeur supérieure. Nous calculons le MFMPA mixte en divisant la somme des produits tirés des services et de l'amortissement des actifs sur contrat imputé aux débiteurs par le nombre total moyen d'abonnés de Sans-fil pour une même période.

Produits moyens par abonné mixtes (Sans-fil)

Les PMPA mixtes nous aident à dégager les tendances et à mesurer notre capacité à attirer et à fidéliser des abonnés offrant une valeur supérieure. Nous calculons les PMPA mixtes en divisant les produits tirés des services (sur une base mensuelle) par le nombre total moyen d'abonnés aux services sans fil pour une même période.

Intensité du capital

L'intensité du capital nous permet de comparer le niveau de nos dépenses d'investissement à ceux d'autres sociétés du même secteur. Nos dépenses d'investissement ne comprennent pas les dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre. Nous calculons l'intensité du capital en divisant les dépenses d'investissement par les produits. Nous l'utilisons pour évaluer la performance de nos actifs et lorsque nous prenons des décisions au sujet de nos dépenses d'investissement. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent l'intensité du capital pour mesurer le rendement des achats et de la construction d'actifs par rapport aux produits.

Total des produits tirés des services

Nous utilisons le total des produits tirés des services pour mesurer le rendement de nos principales activités, qui consistent à offrir des services à notre clientèle, séparément des produits tirés de la vente de matériel que nous achetons auprès de divers fabricants d'appareils et que nous revendons. Cette mesure de performance comprend les produits de détail provenant de TSC et des Blue Jays de Toronto, qui sont également au cœur de nos activités. Nous calculons le total des produits tirés des services en retranchant du total des produits ceux qui sont tirés du matériel.

Mesures non conformes aux PCGR

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAlIA ajusté Marge du BAlIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAlIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	<p>BAlIA ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles.</p> <p>Marge du BAlIA ajusté :</p> <p>BAlIA ajusté</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Produits</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	<p>Bénéfice net ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives.</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté :</p> <p>Résultat net ajusté</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	<p>BAlIA ajusté</p> <p>Moins les éléments suivants</p> <p>Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif, variation nette des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions et impôt sur le résultat en trésorerie.</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Dettes nettes ajustées	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés et escomptes, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme.	Dettes à long terme
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Dettes nettes ajustées (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus).	Dettes à long terme divisées par le bénéfice net

Rapprochement du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
Bénéfice net	538	528	963	838
Ajouter :				
Charge d'impôt sur le résultat	200	183	341	295
Charges financières	193	189	412	379
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	545	535	1 089	1 080
BAIIA	1 476	1 435	2 805	2 592
Ajouter (déduire) :				
Autres charges (produits)	2	(31)	(21)	(42)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	26	34	69	62
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	(49)	(11)	(49)
BAIIA ajusté	1 504	1 389	2 842	2 563

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin		Semestre clos les 30 juin	
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
BAIIA ajusté	1 504	1 389	2 842	2 563
Diviser par : total des produits	3 756	3 620	7 389	6 992
Marge du BAIIA ajusté	40,0 %	38,4 %	38,5 %	36,7 %

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
Bénéfice net	538	528	963	838
Ajouter (déduire) :				
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	26	34	69	62
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	28	–
Recouvrement sur la liquidation de shomi	–	(20)	–	(20)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	(49)	(11)	(49)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(10)	3	(18)	(5)
Résultat net ajusté	554	496	1 031	826

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action, et le nombre d'actions en circulation, en millions)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017 (chiffres retraits) ¹	2018	2017 (chiffres retraits) ¹
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	554	496	1 031	826
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515	515	515
Résultat par action de base ajusté	1,08 \$	0,96 \$	2,00 \$	1,60 \$
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté dilué	554	496	1 028	826
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	516	516	516	517
Résultat net ajusté	1,07 \$	0,96 \$	1,99 \$	1,60 \$

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraits par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 048	823	1 933	1 419
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement	(657)	(451)	(1 262)	(937)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(171)	(181)	(353)	(363)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	26	34	69	62
Intérêts payés	145	133	383	371
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	128	223	149	398
Autres ajustements	43	26	27	(18)
Flux de trésorerie disponibles	562	607	946	932

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

	Au 30 juin	Au 31 décembre
(en millions de dollars)	2018	2017
Partie courante de la dette à long terme	400	1 756
Dette à long terme	13 600	12 692
Coûts de transaction différés et escomptes	117	107
	14 117	14 555
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(975)	(1 129)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(31)	(17)
Emprunts à court terme	2 176	1 585
Avances bancaires	11	6
Dette nette ajustée	15 298	15 000
	Au 30 juin	Au 31 décembre
(en millions de dollars, sauf les ratios)	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
Dette nette ajustée	15 298	15 000
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	5 781	5 502
Ratio d'endettement	2,6	2,7

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

Autres renseignements

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente un résumé de nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres. Les résultats présentés pour 2016 n'ont pas été retraités aux fins de conformité avec l'IFRS 15.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2018		2017 ¹				2016 ²	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits								
Sans-fil	2 214	2 191	2 288	2 203	2 076	2 002	2 058	2 037
Cable ³	991	969	981	977	976	960	964	970
Media	608	532	526	516	637	474	550	533
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés ³	(57)	(59)	(64)	(50)	(69)	(64)	(62)	(48)
Total des produits	3 756	3 633	3 731	3 646	3 620	3 372	3 510	3 492
Total des produits tirés des services ⁴	3 300	3 127	3 164	3 196	3 221	2 969	3 306	3 328
BAlIA ajusté ⁵								
Sans-fil	1 029	934	965	1 017	915	829	787	878
Cable ³	462	433	477	471	455	416	459	457
Media	60	23	37	61	59	(30)	45	76
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés ³	(47)	(52)	(43)	(46)	(40)	(41)	(48)	(44)
BAlIA ajusté	1 504	1 338	1 436	1 503	1 389	1 174	1 243	1 367
Déduire (ajouter) :								
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	545	544	531	531	535	545	555	575
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	(11)	–	–	(49)	–	–	–
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	26	43	31	59	34	28	518	55
Charges financières	193	219	184	183	189	190	188	188
Autres charges (produits)	2	(23)	3	20	(31)	(11)	(4)	220
Bénéfice net (perte nette) avant la charge (le recouvrement) d'impôt sur le résultat	738	566	687	710	711	422	(14)	329
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	200	141	188	202	183	112	(5)	109
Bénéfice net (perte nette)	538	425	499	508	528	310	(9)	220
Bénéfice (perte) par action								
De base	1,04 \$	0,83 \$	0,97 \$	0,99 \$	1,03 \$	0,60 \$	(0,02) \$	0,43 \$
Dilué(e)	1,04 \$	0,80 \$	0,97 \$	0,98 \$	1,02 \$	0,60 \$	(0,04) \$	0,43 \$
Bénéfice net (perte nette)	538	425	499	508	528	310	(9)	220
Ajouter (déduire) :								
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	26	43	31	59	34	28	518	55
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	28	–	–	–	–	–	–
(Recouvrement) perte sur la liquidation de shomi	–	–	–	–	(20)	–	–	140
Perte nette sur les dessaisissements liés aux placements	–	–	–	–	–	–	–	50
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	(11)	–	–	(49)	–	–	–
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(10)	(8)	(7)	(16)	3	(8)	(138)	(52)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	–	2	–	–	–	–	–
Résultat net ajusté ⁵	554	477	525	551	496	330	371	413
Résultat par action ajusté ⁵								
De base	1,08 \$	0,93 \$	1,02 \$	1,07 \$	0,96 \$	0,64 \$	0,72 \$	0,80 \$
Dilué	1,07 \$	0,90 \$	1,02 \$	1,07 \$	0,96 \$	0,64 \$	0,72 \$	0,80 \$
Dépenses d'investissement	657	605	841	658	451	486	604	549
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 048	885	1 142	1 377	823	596	1 053	1 185
Flux de trésorerie disponibles ⁵	562	384	230	523	607	325	376	580

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Montants calculés selon une méthode conforme aux méthodes de comptabilisation des produits que nous utilisons avant l'adoption de l'IFRS 15.

³ Ces chiffres ont été modifiés de manière rétrospective par suite du remaniement de nos secteurs à présenter. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Secteurs à présenter ».

⁴ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

⁵ Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Sommaire des informations financières du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,3 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales informations financières consolidées non auditées résumées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 30 juin (non audité) (en millions de dollars)	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
	2018	2017 (chiffres retraits) ³	2018	2017 (chiffres retraits) ³	2018	2017 (chiffres retraits) ³	2018	2017 (chiffres retraits) ³	2018	2017 (chiffres retraits) ³
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	–	1	3 189	3 037	624	652	(57)	(70)	3 756	3 620
Bénéfice net (perte nette)	538	528	460	474	33	272	(493)	(746)	538	528

Semestres clos les 30 juin (non audité) (en millions de dollars)	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
	2018	2017 (chiffres retraits) ³	2018	2017 (chiffres retraits) ³	2018	2017 (chiffres retraits) ³	2018	2017 (chiffres retraits) ³	2018	2017 (chiffres retraits) ³
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	1	2	6 334	5 983	1 171	1 140	(117)	(133)	7 389	6 992
Bénéfice net (perte nette)	963	838	888	803	338	454	(1 226)	(1 257)	963	838

À la clôture de la période (non audité) (en millions de dollars)	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
	30 juin 2018	31 déc. 2017 (chiffres retraits) ³	30 juin 2018	31 déc. 2017 (chiffres retraits) ³	30 juin 2018	31 déc. 2017 (chiffres retraits) ³	30 juin 2018	31 déc. 2017 (chiffres retraits) ³	30 juin 2018	31 déc. 2017 (chiffres retraits) ³
Données tirées de l'état de la situation financière										
Actifs courants	24 626	24 501	22 303	21 419	3 112	9 016	(46 083)	(50 811)	3 958	4 125
Actifs non courants	25 977	31 683	42 880	42 466	3 622	3 521	(46 229)	(51 305)	26 250	26 365
Passifs courants	25 098	30 723	27 319	27 074	1 188	1 513	(47 697)	(52 427)	5 908	6 883
Passifs non courants	15 331	14 468	2 797	2 807	57	572	(1 330)	(1 736)	16 855	16 111

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

³ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Les énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais tous ne contiennent pas nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continue;
- les facteurs qui influent sur le ratio d'endettement;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées notamment sur les facteurs suivants :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » du présent rapport de gestion, ainsi que les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2017, de même que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web sedar.com et sec.gov. L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

###